La réforme du système éducatif angolais en 2016

Un aperçu du contexte

Pierre Homerin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/5582>
DOI : 10.4000/ries.5582
ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education international

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2016
Pagination : 24-30
ISBN : 978-2-85420-612-8
ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Pierre Homerin, « La réforme du système éducatif angolais en 2016 », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 73 | décembre 2016, mis en ligne le 01 décembre 2018, consulté le 01 juillet 2021.
URL : <http://journals.openedition.org/ries/5582> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.5582>

Ce document a été généré automatiquement le 1 juillet 2021.

© Tous droits réservés

La réforme du système éducatif angolais en 2016

Un aperçu du contexte

Pierre Homerin

- 1 L'Angola est une île. Avec près de 2 700 km de frontières le séparant des pays francophones du nord, le Congo (200 km) et la République démocratique du Congo (2 511 km), et près de 2 500 km des pays anglophones de l'est (Zambie, 1 110 km) et du sud (Namibie, 1 376 km), l'Angola revendique son originalité lusophone, accentuée par l'indépendance obtenue en 1975, par le soutien des pays d'Europe de l'Est et de Cuba lors de la guerre civile jusqu'à la paix de 2002, et par les liens économiques tissés aujourd'hui avec le Brésil et la Chine. Les systèmes de pensée s'y côtoient et s'y opposent, à partir d'une forte tradition portugaise assumée avec méfiance, alimentés par une formation des cadres et par des réseaux universitaires cosmopolites, pour développer un système éducatif qui se veut original et national, associant les meilleures pratiques internationales.
- 2 En 2014, le premier recensement depuis l'indépendance de 1974 fait état d'une population de plus de 25,8 millions d'habitants¹, à majorité urbaine (62,3 %) et féminine (52 %). En attendant une nouvelle réforme territoriale en cours, le pays est divisé en dix-huit provinces, dont la densité démographique moyenne est de 20,7 habitants au km². L'âge moyen de la population s'élève à 20,6 ans, dont 47,3 % de jeunes de moins de 14 ans et 2,4 % de plus de 65 ans. Si, du fait du flot de réfugiés issu de trente ans de guerre civile, plus d'un quart de la population se concentre dans la province de Luanda (6,5 millions d'habitants, 368 habitants au km²), aujourd'hui, les provinces centrales de Huambo, Bié et Moxico possèdent une population dont plus de la moitié a moins de 14 ans. En Angola, plus de 65 % de la population a moins de 24 ans !
- 3 Dans les dix années qui ont suivi l'accord de paix de 2002, l'Angola a connu une période de forte croissance économique qui, malgré une corruption prédatrice² et des enrichissements personnels colossaux, a néanmoins permis de ramener le taux de population vivant avec moins de deux dollars par jour à 54 %, pour une espérance de vie de 51,9 ans en 2013 (contre 92 %, pour 45,2 ans en 2000).

- 4 Cette croissance est essentiellement due à la production pétrolière, qui représente 43 % du PIB, 70 % des recettes fiscales et 96 % des exportations (2013). Mais cette dépendance le rend également très fragile et le pays a vu sa progression considérablement freinée lors de la crise mondiale de 2008 et surtout depuis 2014, avec la baisse de plus de 60 % des cours du baril de pétrole. Le budget de l'État a été ramené de 72 à 54 milliards de dollars en 2015, conduisant à l'arrêt de nombreux travaux et investissements. Toutefois, la défense et la sécurité du pays restent prioritaires avec 15 % des dépenses totales, toujours supérieures à celles consacrées à la santé et à l'éducation (13 %).

Statistiques en éducation

- 5 Lors des années fastes, des investissements structurels considérables ont été faits dans tous les secteurs, et notamment dans ceux de l'éducation et de l'enseignement supérieur, appuyés également par l'Union européenne, l'Unesco et la Banque Mondiale.
- 6 Le pays est passé de 17 852 salles de classe en 2001 (14 117 dans le primaire, 2 398 dans le secondaire inférieur et 1 337 dans le secondaire supérieur), à plus de 82 000 en 2015 (64 600 dans le primaire, 12 282 dans le secondaire inférieur et 5 148 dans le secondaire supérieur), ce qui a permis de porter le nombre d'élèves à plus de huit millions³ à la rentrée 2015, pour un total de 8,309 millions d'apprenants dans l'ensemble des sous-systèmes éducatifs.
- 7 Néanmoins, le déficit reste considérable : 13,4 % des jeunes de moins de 18 ans n'ont jamais fréquenté l'école et seulement 13 % des jeunes de 18 à 24 ans ont pu terminer des études secondaires. Si le taux de scolarisation dans le primaire a fortement progressé, il n'est encore que de 76 % et, surtout, seuls 30 % le terminent. Enfin, pour l'ensemble du pays, 2,5 % des personnes de plus de 24 ans déclarent posséder une formation supérieure (5,4 % à Luanda), sans qu'il soit possible d'en préciser la qualité⁴.

Les lois de base du système éducatif

Avant 2016

- 8 Après un premier système d'urgence en 1977, destiné à rompre avec l'héritage colonial portugais, en adoptant les principes de démocratisation et de gratuité de l'enseignement qui permirent de scolariser 1 800 000 élèves en 1980, dans des conditions souvent précaires, une Loi de base pour le système éducatif a été adoptée le 31 décembre 2001, dans une optique de transition d'une économie socialiste vers une économie de marché, et d'adaptation de l'individu aux exigences de la vie politique, économique et sociale du pays.
- 9 Cette loi réaffirme les principes fondamentaux de la laïcité, de l'accès démocratique, de la gratuité et de la scolarité obligatoire de l'enseignement primaire et distingue six sous-systèmes : l'éducation préscolaire, l'enseignement général, l'enseignement technique-professionnel, la formation des enseignants, la formation des adultes et l'enseignement supérieur.
- 10 Elle met en œuvre une réforme en cinq étapes : une nouvelle organisation des institutions, de nouveaux programmes, expérimentaux, la généralisation de ceux-ci, l'évaluation du système et enfin, les objectifs fixés, notamment qualitatifs, n'ayant pas

été atteints l'élaboration d'une nouvelle Loi de base, approuvée définitivement le 11 août 2016.

La nouvelle loi de base de 2016

- 11 Cette nouvelle loi confirme la philosophie et de nombreuses dispositions de la précédente, avec pour objectif de construire un système éducatif cohérent, en coordonnant les six sous-systèmes d'enseignement.
- 12 L'organisation générale des institutions de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur est précisée, ainsi que l'articulation entre les sous-systèmes, avec l'introduction de limites d'âge pour chacun. Les principaux changements portent sur l'extension de la scolarité obligatoire et de la gratuité jusqu'au premier cycle de l'enseignement secondaire (9^e année, à 14 ans), et la réglementation des frais d'inscription pour le second cycle de l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur.
- 13 Outre le portugais, qui continue d'être langue d'enseignement obligatoire, parlée par 85 % de la population urbaine, le rôle des autres langues est renforcé, tant dans l'enseignement (les langues nationales, très présentes dans les zones rurales (50 %), le langage des sourds-muets) qu'en ce qui concerne le développement de politiques publiques en faveur des principales langues dites de « communication internationale », l'anglais et le français.
- 14 Une nouvelle modalité apparaît, l'enseignement semi-présentiel, afin de faire place aux nouvelles technologies.
- 15 Enfin, la loi introduit deux années de « travail obligatoire dans le domaine de formation » à la suite de la quatrième année à visée professionnelle de l'enseignement secondaire, pour les étudiants n'ayant pas accompli leur service militaire, ou à la fin de chaque niveau de l'enseignement supérieur, avant de pouvoir accéder au niveau suivant. Cette mesure, destinée à favoriser l'employabilité des étudiants mais aussi à désengorger les formations trop généralistes – et souvent privées – des universités après l'explosion démographique des années 2010-2015, risque néanmoins de provoquer de nouvelles frustrations dans une population estudiantine qui s'est précipitée dans le rêve d'emplois abondants et surpayés dans le secteur pétrolier ou dans la fonction publique.

L'organisation du système

L'éducation préscolaire

- 16 Destiné aux enfants de trois à six ans, le « jardin d'enfants » se termine par une dernière année en théorie obligatoire (classe d'initiation). Dans les faits, très peu d'établissements publics ont la capacité d'offrir cette classe souvent payante.

L'enseignement général

- 17 Il comprend l'enseignement primaire, d'une durée de six ans, et l'enseignement secondaire, lui-même subdivisé en deux cycles de trois années.

- 18 Dans la nouvelle loi, l'enseignement primaire est précisé et découpé en trois cycles d'apprentissage de deux années chacun, l'évaluation pédagogique n'intervenant qu'en fin de deuxième année.
- 19 L'une des grandes modifications de la loi est l'introduction de critères d'âge, afin de permettre la scolarisation de davantage d'élèves⁵ : dans l'enseignement primaire, destiné aux enfants de 6 à 12 ans, les élèves âgés de 12 à 14 ans qui n'auront pu aller au bout bénéficieront de programmes de rattrapage et ceux de plus de 14 ans relèveront de l'enseignement pour adultes. De même, les jeunes de plus de 17 ans n'ayant pas achevé un cycle de l'enseignement secondaire devront s'adresser à l'enseignement pour adultes⁶.
- 20 Le premier cycle de l'enseignement secondaire, devenu en théorie obligatoire (l'État devant en « créer progressivement les conditions nécessaires »), s'adresse aux enfants de 12 à 14 ans, un dispositif de rattrapage devant être mis en place pour les élèves de 14 à 17 ans.
- 21 La loi réaffirme également la gratuité de l'enseignement étendu jusqu'à la fin du premier cycle. Dans la pratique, l'insuffisance de places dans les écoles, de contrôles administratifs et pédagogiques, ainsi que l'absence de fournitures conduisent souvent les directeurs, professeurs et gestionnaires à demander une « contribution » aux parents, qui peut aller de l'inscription de l'élève à la publication de ses notes ou au passage en classe supérieure. Cette pratique généralisée gangrène le système éducatif, comme d'ailleurs la société angolaise dans son ensemble.
- 22 L'« éducation extra-scolaire » est destinée à favoriser l'intégration civique et sociale, et à compléter les enseignements en partenariat avec des institutions de recherche, des unités de production voire des associations culturelles ou récréatives.

L'enseignement technique-professionnel

- 23 L'enseignement technique-professionnel est subdivisé en deux filières indépendantes :
- un enseignement professionnel, organisé sur trois années après la 6^e année du primaire, jusqu'à l'âge maximum de 17 ans, dans des centres de formation possédant leurs programmes et leur propre réglementation ;
 - un enseignement technique-professionnel de quatre années après le premier cycle du secondaire, avec la particularité d'une treizième année destinée à la professionnalisation.
- 24 Ces enseignements se déroulent de façon académique, sur des contenus de formation essentiellement théoriques, faute d'équipements, et sans participation des entreprises. Néanmoins, la manne du pétrole et de certains financements ou accords internationaux (Brésil, Chine, Banque mondiale...) a permis d'équiper à neuf quelques établissements sélectionnés en fonction des besoins économiques du pays, déterminés politiquement, et malheureusement souvent sans lien avec le bassin d'emploi.

La formation des enseignants

- 25 Les écoles de formation des professeurs (EFP), constituent actuellement la priorité du ministère de l'éducation. L'enseignement, professionnalisant, y est organisé en quatre années à la suite du premier cycle du secondaire ; or cet objectif est battu en brèche car

les étudiants luttent pour obtenir le diplôme le plus élevé possible garantissant une rémunération et sont peu nombreux à se destiner à la carrière de professeur⁷.

- 26 Au niveau supérieur, les formations d'enseignants, par disciplines, sont organisées au sein des écoles supérieures pédagogiques (ESP) ou des instituts supérieurs de sciences de l'éducation (ISCED), qui offrent la possibilité d'obtenir soit un « *bacharelato* », en quatre ans, soit une « *licenciatura* » en cinq ans. Comme pour les EFP, la tendance des étudiants est de choisir la *licenciatura*, plus rémunératrice ; mais, de ce fait, les directions provinciales évitent de recruter ces enseignants trop chers, et souvent enfermés dans une logique universitaire, peu pédagogique.
- 27 De plus, les conditions de recrutement et la bureaucratie (« concours » locaux payants, sur quotas par disciplines définis par l'État) favorisent la corruption et conduisent souvent à embaucher des personnels aux titres plus ou moins attestés et à les affecter sur des critères qui relèvent peu de la compétence ou des besoins. Il n'est pas rare de voir un professeur administrativement affecté dans une école rurale, être détourné par une école plus proche de chez lui, pour enseigner dans une discipline différente.
- 28 Ce déficit structurel est le principal obstacle à l'application de la réforme éducative, régulièrement dénoncé par les syndicats enseignants lorsqu'ils peuvent s'exprimer : les ressources humaines sont insuffisantes, de piètre qualité, mal formées et instables.
- 29 Néanmoins, un effort considérable a été apporté par le gouvernement par le biais du Plan national de formation des cadres, notamment par le développement de la formation continue, et l'incitation donnée aux ISCED de se rapprocher des établissements scolaires. Le rôle des EFP est aussi réaffirmé, avec l'objectif d'en posséder au minimum un par province couvrant toutes les disciplines, et l'obligation pour les élèves d'effectuer deux années d'enseignement avant de reprendre leurs études.
- 30 Le développement à marche forcée du système éducatif permis par la richesse pétrolière et l'aide internationale, construction d'établissements et scolarisation, devrait s'accompagner d'un recrutement massif d'enseignants qualifiés. Or c'est sur ce point que les insuffisances restent criantes, quantitativement et qualitativement.

La formation des adultes

- 31 Avec la nouvelle loi qui lui attribue les jeunes à partir de l'âge de 15 ans, la formation pour adultes repose davantage sur une conception de rattrapage scolaire que sur celle d'une véritable éducation destinée aux adultes en activité. En effet, le même système et les mêmes programmes que ceux de l'enseignement général y sont reproduits, mais de façon concentrée, généralement en cours du soir : primaire découpé en alphabétisation et post-alphabétisation, à partir de méthodes cubaine et brésilienne, deux cycles de l'enseignement secondaire de trois années chacun.
- 32 Encore embryonnaire, la direction nationale pour la formation des adultes du ministère de l'éducation se voit confrontée à l'immense défi d'alphabétiser les populations qui ont souffert de la guerre civile et les jeunes qui n'ont pas eu accès au système scolaire. Grâce à ses efforts et avec l'aide de la société civile (ONG, associations communautaires, institutions religieuses, militaires, etc.), le taux d'alphabétisation du pays est aujourd'hui de 73 % (contre moins de 50 % en 2000)⁸. Sur les huit millions d'apprenants de 2015, 781 000 adultes ont bénéficié d'enseignements.⁹

- 33 Néanmoins, une véritable réflexion serait nécessaire pour améliorer l'efficacité du système, avec une formation davantage liée aux besoins effectifs des adultes et qui prenne en compte leurs contraintes pour des conditions d'enseignement spécifiques et mieux adaptées.

L'enseignement supérieur

- 34 En 2002, l'Angola ne comptait qu'une seule université nationale, l'Université Agostinho Neto (UAN) de Luanda, qui possédait quelques extensions en province. Une réforme structurelle, initiée en 2007 et consolidée ces trois dernières années, a profondément modifié l'enseignement supérieur angolais afin de répondre à une forte pression sociale et de donner au pays les ressources humaines nécessaires à son fort développement économique.
- 35 Le pays compte aujourd'hui vingt-quatre institutions d'enseignement supérieur publiques et quarante privées, réparties sur huit régions académiques couvrant l'ensemble des dix-huit provinces du territoire¹⁰.
- 36 Le nombre d'étudiants est ainsi passé de 19 000 en 2009 à près de 300 000 à la rentrée 2016, à comparer aux 220 000 de 2014, dont 120 000 dans la capitale, soit une croissance annuelle de près de 30 %.
- 37 Deux types d'enseignement sont délivrés : la formation « universitaire » classique, dans les facultés des universités, aboutissant aux diplômes traditionnels de « *bacharelato* » (trois à quatre ans) ou « *licenciatura* » (quatre à six ans), puis « *mestrado* » en deux ans. L'enseignement polytechnique, plus novateur, articule *bacharelato* et *licenciatura* dans les écoles ou instituts supérieurs polytechniques, pour une formation en deux étapes (3+2 années) permettant l'aller-retour dans l'emploi.
- 38 Néanmoins, avec la croissance exponentielle des effectifs et des établissements, le déficit d'enseignants qualifiés s'est accentué, et l'État angolais se voit confronté au défaut de qualité des enseignements et des institutions ainsi qu'à la faible employabilité des diplômés du système. Ceci a conduit à mettre en place un ambitieux Plan national de formation des cadres 2013-2020, visant particulièrement le ministère de l'enseignement supérieur avec, pour priorités, le renforcement du panorama des formations supérieures, en particulier technologiques, nécessaires au développement économique du pays, la promotion d'un corps d'enseignants universitaires démultiplicateurs de compétences et l'amélioration de la qualité des formations et des établissements du système d'enseignement supérieur. Malgré cet effort, les emplois promis seront-ils au rendez-vous ?

Les circuits de coordination, de régulation, de contrôle et d'évaluation

- 39 Ces réformes sont accompagnées de modifications de structures : l'unique secrétariat d'État à l'enseignement supérieur rattaché au ministère de l'éducation de 2001 est devenu ministère à part entière, lui-même scindé par la suite en ministère de l'enseignement supérieur (MES) et ministère de la science et de la technologie.
- 40 Au sein du MES, la création de deux nouveaux secrétariats d'État, l'un à la supervision et l'autre à l'innovation, confirme la volonté de consolider les réformes et de soutenir

les initiatives visant à l'amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur sur l'ensemble du pays.

- 41 La qualité du système éducatif et son rôle comme facteur de développement du pays sont au cœur des ambitions de la nouvelle loi. Afin de suppléer aux besoins de la société et aux revendications étudiantes pour une meilleure formation garantissant l'emploi, le gouvernement reconnaît la place importante laissée à l'initiative privée, mais, par ailleurs, impose un système unique de façon beaucoup plus précise, en couvrant la totalité du champ éducatif (enseignement spécial, enseignement à distance, à temps partiel...), multiplie les garde-fous et les instruments de contrôle pour garantir l'existence d'un système proprement angolais et limiter les dérives, souvent apportées par l'importation *ex abrupto* de modèles étrangers.
- 42 Cette nouvelle loi, et notamment la séparation en groupes d'âge, ambitionne de construire un véritable système capable de scolariser la totalité de la population du pays. L'Angola veut ainsi se donner les moyens d'atteindre l'objectif de 90 % de jeunes alphabètes en 2020.

BIBLIOGRAPHIE

DOS SANTOS BENEDITO N. D. (2007) : Centralização de sistemas educativos e autonomia dos actores organizacionais, Universidade do Minho-Portugal.

CONSEIL DE DIRECTION DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION (2011) : Balanço da Implementação da Reforma Educativa, mai, Ministère de l'éducation.

COMISSÃO DE ACOMPANHAMENTO DAS ACÇÕES DA REFORMA EDUCATIVA (2010) : Relatório da fase de experimentação da Reforma Educativa, septembre, Ministère de l'éducation.

NASCIMENTO CHIMUCO S.-M. (2015) : A formação inicial de professores em Angola no contexto da reforma educativa : desafios e necessidades, Universidade do Minho-Portugal.

NOTES DE FIN

1. Pour 5,6 millions au recensement précédent de 1970.
2. L'Angola est classé 165e sur 174 pays à l'indice de Transparency International (2014).
3. Statistiques MED (ministère de l'éducation), 2016, ANGOP.
4. INE : Recensement 2014.
5. 24 % des enfants de 5 à 11 ans sont encore exclus du système scolaire (INE 2014).
6. Seuls 13 % des jeunes de plus de 18 ans ont terminé l'enseignement secondaire (INE 2014).
7. Une étude menée à l'EFP de Cabinda en 2014 indique que 21,6 % des diplômés seulement sont devenus enseignants. D'origine très modeste, ils voient dans cette formation le seul moyen de quitter leur état de pauvreté et sont très assidus mais déchantent rapidement. À l'EFP de Lubango, deuxième ville du pays, sur 1 047 élèves-professeurs inscrits, 749 ont terminé leur première année, 234 ont redoublé et 63 ont quitté l'école.
8. Discours sur l'état de la nation (2014), chiffres PNUD.

9. Nombre d'apprenants : préscolaire : 727 000 ; primaire : 5,07 millions ; 1er cycle : 1,08 million ; 2nd cycle : 621 700.

10. Adão do Nascimento, ministre de l'enseignement supérieur, avril 2016.

INDEX

Mots-clés : politique éducative, réforme de l'enseignement, système éducatif

Index géographique : Angola

Palabras claves : política educacional, reforma de la educación, sistema educativo

Keywords : educational policy, educational reform, educational system

AUTEUR

PIERRE HOMERIN

Pierre Homerin est chargé de programmes au Centre international d'études pédagogiques (CIEP, France). Diplômé ès lettres de l'Université de Paris-X Nanterre, une grande partie de sa carrière s'est déroulée dans les pays lusophones : enseignant au Brésil, attaché de coopération pour le français au Portugal, chef de projet au Mozambique, attaché de coopération éducative en Angola. Conseiller en formation continue en France et directeur régional du SENAI au Brésil, il a développé une expertise en formation professionnelle et mène actuellement le projet de mise en place du Système national de certifications au Mozambique pour la Banque mondiale. Courriel : homerin@ciep.fr